



# PARCOURSUP, un ami qui vous veut du bien?

*La plateforme d'accès aux études supérieures est la cible d'attaques répétées. Un procès très politique, pas toujours fondé. "L'Obs" vous donne les clés pour passer l'obstacle sans (trop) vous angoisser*

Dossier réalisé par  
GURVAN  
LE GUELLEC,  
avec  
MEHDIBENYEZZAR,  
RENAUD FÉVRIER,  
LAURA MAKARY,  
MERSIHA NEZIC,  
SOPHIE NOUCHER  
et CÉCILE PELTIER  
Illustrations  
GWENDAL LE BEC

**L** faut abroger Parcoursup », trompette Anne Hidalgo tout en proposant de porter la proportion de diplômés du supérieur de 45 à 60 %. « Fin de Parcoursup », ordonne Jean-Luc Mélenchon, le leader insoumis fustigeant « ce bris-e-vocation où les jeunes gens n'apprennent qu'à mentir en écrivant dix lettres de motivation ». « On arrêtera Parcoursup, c'est insupportable, embraie Yannick Jadot, convaincu que c'est « terriblement angoissant pour des parents [...] et des jeunes d'être face à un algorithme totalement déshumanisé. »

On l'aura compris : la plateforme numérisée d'accès aux formations post-bac, qui a ouvert ses portes le 20 janvier pour sa quatrième édition, n'a pas que des amis à gauche. Chez les candidats mais aussi au sein des syndicats du secondaire et du supérieur qui, de tribune en tribune, dépeignent Parcoursup en machine à exclure. Comment justifier dès lors que « L'Obs », magazine assumant sa tradition progressiste et réformiste, participe à un tel scandale ? La réponse est simple : entre la réalité de son fonctionnement et la caricature qu'en font nombre de ses détracteurs, il n'y a pas qu'une marge, il y a un gouffre.

Intéressons-nous d'abord au retour des usagers. Que nous dit l'évaluation du dispositif réalisé chaque année par l'Ifop ? Eh bien, que Parcoursup est plutôt plébiscité par les lycéens : même s'ils sont 82 % à trouver la procédure « stressante », 74 % l'estiment « claire » et 73 % considèrent qu'elle « facilite leur entrée dans le supérieur ». Et, pour cause : plutôt aisé à prendre en main, le monstre numérique permet aux 700 000 futurs bacheliers de postuler en quelques clics à la quasi-totalité des formations du supérieur.

Un gadget superflu ? Non. Dans les filières les plus sélectives, cette facilité d'accès a pu avoir un véritable effet désinhibant. La preuve par Sciences Po Paris, nouveau venu. Les candidatures y ont été multipliées par deux en un an, générant un petit vent de panique au sein de la vieille institution et, au final, une diversification notable de son recrutement : plus de provinciaux, trois fois plus d'élèves issus des catégories populaires. Un phénomène constaté, bien qu'à des niveaux moindres, dans les neuf autres IEP de région (voir page 29).

Alors pourquoi une telle détestation ? Pour commencer, Parcoursup est sorti en 2018 de la cuisine de Jupiter, alias Emmanuel Macron. Ce qui, dans une partie du monde universitaire, suffit à vous marquer du sceau de l'infamie. Ensuite, il fait fonctionner des algorithmes, terme barbare souvent associé dans notre pays peu technophile à des images de Big Brother orwellien – cela n'aide pas. Dernier point, et non le moindre : il étend le champ de la sélection en classant tous les candidats, sans exception. Ce n'est pas vraiment une révolution. Le système préexistant – Admission Post-Bac (APB) – passait déjà une majorité d'entre eux au crible : candidats en BTS, DUT, prépas, écoles post-bac, licences sélectives à effectifs réduits de la fac... Et ce, dans des conditions de parfaite opacité qui, curieusement, ne choquaient personne, ni à gauche ni à droite.

## PRIORITÉ AUX BONS ÉLÈVES

L'innovation touche en fait les formations universitaires dites « non sélectives », soit les grandes licences classiques de droit, d'éco, de sciences, de lettres ou de langues. Au lieu d'affecter les élèves sur des critères de proximité géographique et de rang du vœu (les plans A passant devant les plans B) ou, en dernier recours, de les tirer au sort (lorsque le nombre de candidats « prioritaires » excédait le nombre de places disponibles), Parcoursup oblige désormais toutes les formations du supérieur à se pencher sur le dossier des lycéens (notes obtenues en première et terminale, disciplines suivies, éventuellement lettres de motivation...) et à les classer du premier au dernier. Pour résumer brutalement : les bons élèves ont la priorité sur les plus faibles. Ou, pour donner un exemple un peu plus concret, les banlieusards méritants passent désormais avant les Parisiens cossards, même lorsque ces derniers habitent à deux pas de la Sorbonne. *Shocking!*

Ce principe de classement est à l'origine des principales critiques. Il est non seulement extrêmement chronophage pour les universités qui, contraire- ➤



## Méthodologie : la vraie cote des formations

Pour hiérarchiser les formations post-bac, « l'Obs » utilise deux indices : celui de **l'attractivité** pour la plupart des facs et des écoles (de commerce, d'ingénieurs, d'art et de sciences politiques) et celui de **l'efficacité** pour les prépas, que nous étendons cette année aux études de droit et de médecine.

Le premier utilise uniquement les statistiques de Parcoursup et mesure l'attraction auprès des néobacheliers en s'appuyant sur trois ratios :

- 1) La proportion d'admis mention bien et très bien (ou uniquement très bien dans le cas des formations les plus sélectives).
- 2) La proportion de candidats acceptés (sans être forcément admis puisqu'ils ont la liberté de choisir in fine une autre formation).
- 3) Le taux de désistement parmi les candidats retenus.

Du côté des prépas, la démarche est différente. Comme tous les autres palmarès, nous nous intéressons évidemment aux données d'intégration de chaque lycée que nous sommes allés récupérer auprès des grandes écoles (les 12 meilleures en prépa HEC, les 15 meilleures en khâgne, les 28 meilleures en maths sup, les 27 meilleures en agro-véto). Cela nous permet de mesurer l'efficacité « brute » des établissements, sachant que, pour couronner l'excellence, nous survalorisons les intégrations dans les écoles les plus cotées (top 6 des écoles de commerce, top 17 des écoles d'ingénieurs, top 12 des écoles agro-véto). « L'Obs » va toutefois plus loin

en croisant ces données d'intégration avec le degré d'ouverture de chaque prépa, attesté par Parcoursup (proportion de dossiers acceptés, de mentions assez bien et passables parmi les admis). Nous pouvons ainsi faire ressortir ce que l'on appellera l'efficacité « nette » des prépas, soit leur capacité à faire réellement progresser leurs élèves. Les établissements les plus vertueux sont signalés dans les tableaux par un pictogramme « bon plan de "l'Obs" ».

Cette année, nous appliquons la même logique aux facs de droit et de médecine. Nous mettons en regard la qualité académique de leur recrutement avec leur capacité à produire de futurs juristes ou professionnels de santé. Côté droit, sont donc pris en compte les taux de réussite en L1, ainsi que la valeur ajoutée calculée par le ministère du Supérieur, soit la différence entre le taux constaté et le taux attendu au vu de la population étudiante. Côté médecine, nous nous intéressons aux taux de réussite à l'examen-couperet de fin de première année, mais aussi à la proportion d'étudiants classés dans le premier quart aux épreuves de l'internat et pouvant donc prétendre à la quasi-totalité des spécialités.

Un dernier point : nos tableaux ont été conçus pour rendre l'orientation dans le supérieur plus limpide. Reste que la qualité (ou les défauts) d'une formation ne se résume pas à des statistiques. Le facteur humain joue un rôle crucial. Nous avons essayé dans nos articles de montrer ce qui se cachait derrière les chiffres, mais la fréquentation des journées portes ouvertes organisées par les formations reste hautement recommandée ! **G. Le B.**

► ment aux écoles ou aux lycées, rodés depuis longtemps à l'exercice, manquent de moyens humains pour entrer dans la finesse des dossiers. Mais il générerait également une forme d'humiliation pour les élèves les plus fragiles, obligés d'attendre jusqu'au cœur de l'été avant d'obtenir une place dans le supérieur. Le temps que les lycéens plus doués libèrent des places dans les formations moins cotées qui constituaient leurs plans B. Ce sentiment d'humiliation est difficilement quantifiable et peut relever pour partie de prophéties auto-réalisatrices, les acteurs du système éducatif – parents, enseignants – étant souvent prompts à transmettre leurs angoisses aux lycéens. Mais il correspond à une réalité qu'on a pu constater dans de nombreux lycées.

Ce qui est le plus gênant, c'est le reproche fait à la plateforme d'avoir un effet ségrégatif sur l'accès au supérieur, critique extrêmement grave qui justifierait de fait de l'abroger. Or qu'en est-il ? Eh bien, il n'en est rien. Une étude de l'Insee de 2021 intitulée « D'Admission Post-Bac à Parcoursup, quels effets sur la répartition des néobacheliers dans les formations d'enseignement supérieur ? » et basée sur une analyse exhaustive des statistiques des deux procédures vient de le démontrer : les niveaux de ségrégation à l'entrée dans le supérieur mesurés en fonction des critères d'origine sociale, de niveau scolaire et de genre sont restés « globalement stables » avant et après 2018.

### QUOTAS SOCIAUX EXIGEANTS

Ce constat que « l'Obs » avait déjà fait de manière empirique en scrutant l'évolution des recrutements fac par fac s'explique assez simplement. De même que le système APB ne recourait au tirage au sort que pour une minorité de formations universitaires victimes de leur succès (ce qui faisait d'ailleurs dire aux détracteurs de Parcoursup que la réforme ne se justifiait pas), le nouveau système de classement des dossiers n'a un impact que sur ces mêmes formations dont le nombre est... toujours aussi limité. A ceci près que les détracteurs omettent désormais de le rappeler !

Selon les chercheurs, ces licences dites « en tension », où l'on refuse au moins 5% des candidats, ne sont pas plus de 15% : essentiellement des formations en droit, en éco-gestion, en médecine, en psychologie ou en sport, proposées par des universités prestigieuses, notamment les grandes facs parisiennes issues de l'ancienne Sorbonne. Autrement dit, Parcoursup a bien permis à quelques formations universitaires de sélectionner leurs étudiants, mais cette logique élitiste reste exceptionnelle. D'autant qu'elle a été contrecarrée par la mise en place de quotas sociaux exigeants. Ainsi, à la prestigieuse fac de droit de Paris-I, la proportion de néobacheliers mention très bien a doublé en trois ans mais, dans le même temps, la part des boursiers est passée de 9 à 33%. Y a-t-il un candidat de gauche pour le déplorer ? Au surplus, dans l'immense majorité des formations universitaires, notamment la quasi-totalité des facs de sciences et de lettres, c'est bien le principe du libre accès qui prime.



## IL Y A CLAIEMENT DES PROGRÈS À FAIRE EN MATIÈRE D'ORIENTATION DURANT LES DEUX ANNÉES DE PREMIÈRE ET TERMINALE.

Les candidats sont classés, certes, mais ce classement compte « pour du beurre », puisque le nombre de places offertes excède le nombre de candidats réellement intéressés et qu'au final tous les dossiers sont acceptés. Bref, chers lycéens, chers parents, on désespère.

Est-ce à dire que Parcoursup est finalement exempt de défauts ? Non, il y a clairement des progrès à faire, notamment en matière d'orientation durant les deux années de première et de terminale. L'étude de l'Insee le souligne : si ségrégation il y a à l'entrée dans le supérieur, celle-ci est bien moins liée aux algorithmes qu'aux vœux émis en amont par les candidats : les enfants de CSP+ demandent massivement des prépas et des écoles post-bac (encore plus quand ils sont parisiens ou franciliens) ; ceux des CSP- des filières courtes et en moindre mesure la fac. Idem pour les biais de genre : les filles postulent très peu en sciences dures, là où les perspectives d'emploi sont pourtant les plus prometteuses ; les garçons désertent au contraire les filières littéraires.

C'est précisément dans l'idée de lutter contre ces phénomènes d'autocensure que « l'Obs » a monté ce

dossier. Nos palmarès inédits mettent en avant la sélectivité des formations, et cela recèle parfois quelques surprises : vous décou-

vrerez ainsi que les programmes post-bac de *business schools* très prestigieuses comme l'ESCP ou l'Edhec ont des niveaux de recrutement bien moins élevés qu'annoncé (voir pages 20-24) ou que les prépas littéraires – ces pépites éducatives offrant un encadrement inégalable pour un coût modique – sont désormais largement accessibles (voir pages 16-17) alors que des formations universitaires à la mode comme la science politique (devenue une spécialité à part entière au lycée), faute de places, sont de véritables entonnoirs. Notre démarche, cependant, va plus loin. Nous ne nous intéressons pas seulement aux filières d'excellence dont le principal savoir-faire est... de recruter des élèves excellents. Nous mettons également l'accent sur les formations les plus vertueuses : ces prépas qui parviennent à faire intégrer des élèves moyens dans les meilleures écoles (voir pages 13-15), ou ces facs ouvertes au plus grand nombre qui réussissent à transformer la grande majorité de leurs étudiants en futurs économistes, juristes ou professionnels de santé (voir pages 8-12).

C'est en s'inspirant de ces top formations que la France réussira peut-être à relancer – un peu – son ascenseur social en berne. Davantage qu'en propulsant l'entièreté d'une génération dans le supérieur, quitte à galvauder un peu plus la valeur des diplômes délivrés. Un bon sujet de débat, d'ailleurs, pour la campagne présidentielle à venir. Puissent les candidats nous lire et nous écouter... ■



### POUR ALLER PLUS LOIN

Découvrez notre classement exhaustif des universités, prépas et écoles post-bac, filières par filières, sur [Nouvelobs.com](http://Nouvelobs.com)

